



## Westminster & City News

NUMÉRO 22

Du 1<sup>er</sup> au 7 juin 2018

### ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE

#### POLITIQUE MONÉTAIRE ET FINANCES PUBLIQUES

**Les hauts revenus sont les plus affectés par les réductions d'exemptions fiscales** – Les individus gagnant plus de 150 000£ par an ont payé 54,3 Md£ d'impôts en 2016-17 après 50 Md£ en 2015-16, soit une hausse de 9 % alors que les contribuables placés sous ce seuil n'ont vu leurs prélèvements n'augmenter que de 1 %. Le HMRC estime que sur la période 2018-19, la contribution des hauts revenus atteindra 57,9 Md£. Ces évolutions sont liées à la réduction des allègements fiscaux sur l'épargne retraite pour les individus les plus aisés, initiée par G. Osborne en 2016, lorsqu'il était Chancelier. Le montant pouvant être épargné chaque année sans être imposé n'est plus que de 10 000 £ pour les hauts revenus. La somme maximum pouvant être retirée d'une épargne retraite sans engendrer d'imposition supplémentaire (*lifetime allowance*) avait également été réduite, de 1,8M£ à 1M£.

**Un rapport du SNP alerte sur l'impact de l'indépendance de l'Écosse sur l'économie locale** – Un [rapport](#) de la *Sustainable Growth Commission* du SNP écossais met en évidence le ralentissement économique que pourrait entraîner une sortie de l'Écosse du Royaume-Uni. En cas d'indépendance, le rapport supervisé par Andrew Wilson recommande de réduire le déficit public et de baisser l'imposition des candidats à l'immigration pour contrebalancer la diminution de la population active. Le rapport estime aussi que l'adoption d'une monnaie propre, qui faisait partie des possibles réformes défendues par le SNP en cas d'indépendance, aurait des conséquences négatives sur l'économie dans la mesure où l'Écosse ne serait pas maître de sa politique monétaire tant qu'elle n'aurait pas de banque centrale propre. Le Premier ministre écossais n'a cependant pas écarté la mise en circulation d'une monnaie propre à moyen ou à long terme, mais seulement lorsque les finances publiques se seraient suffisamment assainies.

#### CONCURRENCE

**Le gouvernement britannique autorise le rachat de Sky par Comcast et Fox** – Le ministre de la Culture, qui s'est exprimé sur l'impact du rachat de Sky sur le pluralisme des médias au Royaume-Uni, a [estimé](#) que les offres concurrentes de Comcast et de Fox ne posaient pas de problème sur la structure du marché et qu'il ne s'opposerait donc pas à leur réalisation. La réalisation de l'offre de Fox reste toutefois conditionnée au respect de l'engagement pris par l'entreprise de vendre Sky News à Disney. L'arrivée sur le marché de nouveaux acteurs comme Amazon et Netflix a accru la pression sur les groupes de médias traditionnels pour se consolider et rester profitables.

#### INDICATEURS MACROÉCONOMIQUES

**L'activité économique rebondit au T2, portée par le secteur des services** – Les *purchasing managers' index* (PMI) de [IHS Markit](#) vont dans le sens d'une croissance à 0,3 % au T2 (la BoE estime ce taux à 0,4 %) après 0,1 % au T1. Le PMI du secteur des services a fortement rebondi (54 en mai après 52,8 en avril). Les fournisseurs de services évoquent un rattrapage après les perturbations météorologiques du T1 et une croissance soutenue des nouvelles commandes. Le PMI du secteur manufacturier s'est également amélioré (à 54,4 après 53,9) alors que le PMI du bâtiment reste à son faible niveau d'avril (52,5). Ces indicateurs ne prennent pas en compte les ventes au détail qui furent particulièrement dynamiques en mai (+4,1 % en glissement annuel, soit son plus haut taux depuis janvier 2014). D'après le [British Retail Consortium](#), ce dynamisme s'expliquerait par le beau temps, les jours fériés

et le mariage royal. Les PMI excluent également la production d'énergie qui ralentira au T2 – après avoir été portée par la demande de chauffage au T1 – et compensera en partie le dynamisme des ventes au détail.

**L'écart de salaire entre les jeunes travailleurs et les plus âgés aurait augmenté de 50 % en 20 ans** – Le salaire médian des employés de 21 à 30 ans était 21,9 % inférieur à celui des employés de 31 à 64 ans en 2018 alors que cet écart n'était que de 14,5 % en 1998. Ces chiffres issus d'un [rapport](#) du *Trade Union Congress* (TUC) – l'organisation fédératrice des syndicats britanniques – seraient associés au fait que les employés qualifiés de moins de 30 ans auraient été particulièrement touchés par la crise financière et la faible reprise qui s'en est suivie. L'offre de jeunes qualifiés sur le marché du travail a augmenté plus vite que la demande, contribuant au faible dynamisme des salaires. Grâce au salaire minimum qui croît plus vite que l'inflation, les jeunes non-qualifiés furent moins touchés par ce ralentissement. Aussi, les jeunes travailleurs ont pris moins de risques en changeant moins régulièrement d'emploi, or il s'agit souvent du meilleur moyen de voir son salaire augmenter. Le rapport évoque la responsabilité des syndicats qui ne sont pas parvenus à mobiliser les jeunes générations.

## **COMMERCE ET INVESTISSEMENT**

**Open Europe suggère de s'inspirer du modèle Suisse pour l'accord sur la relation future** – Le think tank [a proposé](#) de fonder la relation future sur un alignement réglementaire pour la majeure partie des biens et la reconnaissance mutuelle pour les services. La reprise de la réglementation européenne en droit britannique ne serait pas automatique et devrait au préalable être discutée au sein d'un comité conjoint, à l'image de la relation UE-Suisse. Les services financiers feraient l'objet d'un traitement distinct, avec un régime d'équivalence plus large que celui pour le Canada, tandis que la libre-circulation des données serait rendue possible par le biais d'une décision d'adéquation. S'agissant du *level playing field*, il serait primordial que le RU ne s'engage pas à reprendre la future réglementation européenne, en particulier en matière de normes sociales. Concernant la gouvernance de l'accord, Open Europe propose de confier le règlement des différends à une cour semblable à celle de l'AELE pour les biens et à un panel pour les services.

**La valeur des acquisitions au RU par des entités étrangères a augmenté au premier trimestre** – Selon l'[ONS](#), les acquisitions au RU par des entités étrangères se sont établies à 21 Md£ au T1 2018, en hausse de 18 Md£ par rapport au T4 2017. Cette variation se manifeste par une augmentation du nombre de transactions, qui passe de 44 au T4 2017 à 75 au T1 2018. Les résultats sur cette période sont largement supérieurs aux performances trimestrielles de l'année 2017 mais restent inférieurs au montant record du T4 2016 (85 Md£). À l'inverse, les acquisitions à l'étranger par des entités britanniques ont baissé de 2,8 Md£ par rapport au trimestre précédent à 1,7 Md£, le nombre de transactions étant resté à un niveau similaire. Sur le plan bilatéral, le premier trimestre 2018 a été marqué par l'acquisition du français Buffalo Grill par le britannique TDR Capital (restauration) et l'acquisition d'Engie E&P International par le britannique Neptune Energy (hydrocarbures) pour 400 M€ et 4,7 Md€ selon la presse.

## **ACTUALITÉ FINANCIÈRE**

### **REGLEMENTATION FINANCIÈRE**

**La mise en œuvre du cadre de résolution est une priorité selon l'organe d'évaluation de la BoE** – Soulignant les progrès accomplis dans l'élaboration des cadres de résolution l'*Independent Evaluation Office* de la BoE [recommande](#) (i) d'explicitier les détails de la mise en œuvre des plans pour que « *all major UK banks are on course to being fully resolvable by 2022* » ; (ii) que l'indépendance opérationnelle au sein de la BoE entre la résilience (traitée par la PRA) et la résolution ordonnée (*Resolution Directorate*) soit préservée, tout en renforçant les accords existants de gouvernance et de partage d'informations ; (iii) d'établir une stratégie de gestion de l'urgence pouvant aboutir à la « mort rapide » d'une entreprise. J. Cunliffe, Sous-gouverneur de la BoE [souligne](#) l'importance d'établir un régime de résolution propre aux CCP. Quant aux banques, elles doivent aussi se doter de la capacité de mettre en œuvre un plan de résolution. À partir de 2020, les plus grandes banques britanniques pourraient devoir conduire une auto-évaluation de leur solvabilité, dont certains éléments pourraient être rendus publics par la BoE.

### **BANQUES**

**Le gouvernement cède 2,6 Md£ d'actions RBS, soit 7,7 % du capital** - La cession [a eu lieu](#) via un placement accéléré auprès d'investisseurs institutionnels organisé par *UK Government Investments* suite aux progrès de RBS

dans le règlement de poursuites judiciaires. Cette vente [ramène](#) à 62,4% la participation de l'État, qui a pris le contrôle de RBS en 2008 au cours de la crise financière, en la recapitalisant à hauteur de 45,5 Md£. L'État subira une perte sur cet investissement de 2 Md£ (achat à 5,02£ par action contre une vente à 2,71£). Le Chancelier Hammond a déclaré que *“this sale represents a significant step in returning RBS to full private ownership. The government should not be in the business of owning banks.”* De futures ventes auront lieu lorsque les conditions du marché seront propices, le gouvernement prévoyant la cession de 3 Md£ d'actions par an sur les cinq prochaines années. Les recettes de ces ventes seront allouées à la réduction de la dette du RU. Le cours de l'action de RBS a baissé de 5% à la suite de la cession de cette semaine.

**La FCA a lancé une enquête sur le scandale de la rupture de service informatique de la banque TSB** – La FCA lance une enquête suite à la réaction jugée faible de la banque à cette crise (mauvaise communication et trop tardive compensation des clients, TSB dépassé par le nombre de fraudes). Ce scandale a débuté après le transfert en avril des données clients de la banque vers sa nouvelle plateforme informatique, qui a été incapable de supporter le volume de demandes de connections. Des centaines de milliers de personnes ont été coupées de leurs comptes bancaires et la police a signalé une multiplication par dix des tentatives de *phishing* relatives à TSB entre avril et mai – selon TSB, la banque aurait subi 70 fois le niveau habituel de tentatives de fraude. Au total, 93 700 plaintes de clients ont été déposées, incluant 10 600 relatives à la fraude. La crise a déjà coûté 70 M£ à la banque. Visa a par ailleurs aussi subi récemment un problème technique empêchant de nombreux commerces d'accepter les paiements par carte, et le *Treasury Select Committee* a demandé plus d'informations sur cet incident.

### AUDIT & CONSEIL

**Le FRC pourrait être intégrée à la FCA** – Le gouvernement a délimité l'étendue de la mission confiée à Sir J. Kingman. Son [rôle](#) sera d'enquêter sur l'objectif et le rôle du FRC, son efficacité, son statut juridique, sa gouvernance et sa direction. L'examen portera également sur le rôle potentiel du FRC dans la prévention des faillites d'entreprises. L'ancien fonctionnaire du Trésor examinera en outre si le FRC devrait demeurer un organisme de réglementation, ou si elle devrait être intégrée en partie ou en totalité dans une autre autorité comme la FCA. Sir John devrait rendre un avis sur l'avenir du FRC avant la fin de l'année.

### FINTECH & BLOCKCHAIN

**Citi est la première banque à rejoindre le régime d'Open Banking britannique** – Citi devient « *Payment Initiation Service Provider* », permettant à ses clients britanniques de recevoir des paiements de faible montant directement et en temps réel, sans utiliser ni PayPal ni carte de débit/crédit. Citi anticipe que cette absence d'intermédiaire permettra aussi une réduction des coûts, et teste pour le moment cette mesure avec dix de ses clients. L'*Openbanking* vise à apporter plus de concurrence au secteur, et exige, sous réserve de l'autorisation du client, que les banques donnent accès à leurs données clients à des fournisseurs tiers de services financiers. Ceci permet alors à ces derniers d'offrir des services additionnels aux clients des banques, et l'*Open banking* a déjà par exemple donné naissance à des applications offrant des services et analyses de planification financière (ex. Bud, Yolt, Plum) permettant aux clients de voir tous leurs comptes bancaires sur un seul écran et d'analyser leurs dépenses.

**Transferwise et BPCE signent un partenariat** – Cette alliance avec l'établissement de monnaie électronique spécialisé dans les virements internationaux va permettre aux 15 millions de clients de BPCE de bénéficier des services d'envois de fonds de Transferwise vers plus de 60 pays directement depuis leur application mobile. BPCE diversifiera son offre de services de paiement et Transferwise augmentera rapidement son portefeuille de clients.

#### Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service économique régional de Londres (adresser les demandes à [londres@dgtrésor.gouv.fr](mailto:londres@dgtrésor.gouv.fr)).

#### Clause de non-responsabilité

Le Service économique régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.



Directeur de la publication : Jean-Christophe Donnellier  
Service économique régional de Londres  
Ambassade de France au Royaume-Uni

Adresse : 58 Knightsbridge, London, SW1X 7JT

Rédigé par : Marianne Carrubba, Robin Fournier, Laura Guenancia, Louis Martin et Margaux Sauvaget.

Revu par : Philippe Guyonnet-Dupérat

Version du 7 juin 2018